

Le chemin difficile, pénible vers la justice au Guatemala



L'un des plus atroces génocides des temps modernes, survenu en Amérique Latine a eu lieu au Guatemala, où en 36 ans, plus de 250 000 personnes sont mortes ou ont été portées disparues, sans que les principaux auteurs n'aient pas encore été punis par la justice.

Des recherches réalisées par l'Organisation des Nations Unies et l'église catholique rendent responsable l'armée et d'autres forces de l'ordre des massacres contre les populations indigènes.

Environ 400 petits villages ont disparu de la carte guatémaltèque. Leurs habitants ont été exterminés et dans la plupart des cas leurs terres ont été incorporées aux latifundia de la région.

Jusqu'à présent aucun haut gradé n'avait été condamné. Par exemple, le Général Efraín Ríos Montt, à la tête de la dictature pendant les années les plus sanglantes, avait été élu député au Congrès de la République, ce qui lui a permis de jouir d'une large immunité. Finalement quand il a été déféré devant les tribunaux, il a réussi à tourner à son faveur le verdict de la cour, de telle sorte qu'il passe sa vieillesse confortablement dans sa demeure.

Mais le drame du pays centraméricain, qui a été décrit une fois comme « le pays de l'éternel printemps », ne se limite pas à la période de guerre achevée officiellement en 1996.

Une fois le conflit armé terminé, le Guatemala a subi un autre genre de violence, celle déclenchée par les narcotrafiquants, les délinquants simples et les redoutables « maras », qui sont des bandes de jeunes gens poussés par la pauvreté, l'exclusion et le manque d'opportunités pour l'avenir.

Au mois de janvier, 488 morts ont été enregistrées à cause de la violence, ce qui équivaut à une moyenne de 16 décès par jour, des faits qui ne donnent pas lieu à des poursuites judiciaires.

Les autorités sont incapables d'affronter la situation, soit par le manque de volonté ou de moyens nécessaires, soit même par leur complicité avec le crime organisé.

Un tournant dans l'histoire de la justice guatémaltèque a été la création en 2007 de la Commission Internationale contre l'impunité, pour enquêter sur les affaires de corruption et l'implication des fonctionnaires de l'État dans la délinquance.

Malgré les réussites de la Commission ces dernières années, l'actuel président, Otto Pérez de Molina, qui a fait carrière dans le militaire, a fait savoir qu'il envisage de ne pas renouveler le mandat de cet organisme ou de limiter de façon draconienne ses prérogatives, ce qui reviendrait à l'annuler.

Le président, qui a été le chef de l'intelligence de l'armée dans une des zones les plus frappées par la répression pendant la guerre, y est pour beaucoup aussi dans la sortie anticipée et forcée du procureur Générale Claudia Paz y Paz, qui pour la première fois avait donné du sérieux et de l'efficacité au travail du Ministère Public.

Les causes qui sont à l'origine du déclenchement de la guerre et qui ne sont pas encore résolues, et deux décennies de violence ininterrompue, font de ce pays un État échoué, avec une population qui vit entre le désespoir, la peur et la frustration.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/46271-le-chemin-difficile-penible-vers-la-justice-au-guatemala>



Radio Habana Cuba